

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 november 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en van Openbaar Ambt,

E. DIRUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 3042

[C — 29639]

**13 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant les règles de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre**

Le Gouvernement de la Communauté française,

- Vu le décret du 12 juillet 1978 sur la défense de la langue française;
- Vu le décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre;
- Vu l'avis du Conseil supérieur de la langue française du 5 juillet 1993;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;
- Considérant que l'arrêté d'application du décret du 21 juin 1993 doit être pris avant le 1er janvier 1994;
- Vu l'urgence ainsi motivée;
- Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la Culture dans ses attributions;
- Vu la délibération du Gouvernement du 13 décembre 1993,

Arrête :

Article 1er. Les règles de féminisation reprises à l'annexe I du présent arrêté doivent être appliquées dans tous les actes cités aux articles 1er et 3 du décret du 21 juin 1993.

Art. 2. Sont publiées en annexe II les recommandations générales du Conseil supérieur de la langue française en matière de féminisation des noms de métier, fonction ou titre d'origine étrangère et en matière d'emploi des formes féminines.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.
Bruxelles, le 13 décembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture,
E. TOMAS

Annexe I

**Règles de féminisation visées à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant les règles de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre**

Les féminins de noms de métier, fonction, grade ou titre sont formés par l'application des règles suivantes :

1° Règles morphologiques.

A. Noms terminés au masculin par une voyelle dans l'écriture.

1. D'une manière générale, le féminin est formé par l'adjonction d'un -e final à la forme masculine.

Ex. : une chargée de cours, une députée, une préposée, une apprentie.

2. Si la voyelle terminant le masculin est déjà -e, la forme féminine est identique à la forme masculine (formes dites épiciques).

Ex. : une aide, une architecte, une comptable, une dactylographe, une diplomate, une ministre, une secrétaire.

On ne crée plus de nouveaux mots en -esse, le procédé paraissant vieilli. Toutefois, les emplois consacrés par l'usage sont toujours admis.

Ex. : une poétesse.

3. Si la voyelle est -a ou -o, la forme féminine est identique à la forme masculine.

Ex. : une para(commando), une dactylo, une imprésario.

B. Noms terminés au masculin par une consonne dans l'écriture.

1. D'une manière générale, le féminin se construit par l'adjonction d'un -e final à la forme masculine.

Ex. : une agente, une artisane, une avocate, une échevine, une experte, une lieutenant, une magistrate, une marchande, une présidente, une principale.

Cette règle générale s'assortit dans certains cas de conséquences orthographiques :

— le redoublement de la consonne finale :

-el/-elle; ex. : une contractuelle.

-ien/-ienne; ex. : une chirurgienne, une doyenne, une mécanicienne, une pharmacienne.

-on/-onne; ex. : une maçonne.

— l'apparition d'un accent grave :

-er/-ère; ex. : une conseillère, une huissière, une officière, une ouvrière.

-et/-ète; ex. : une préfète.

Cas particuliers : une chef, une conseil (juridique), une écrivain (1), une mannequin, une marin, une médecin.

2. Lorsque le nom masculin se termine par -eur :

a. la forme féminine se termine par -euse lorsqu'au nom correspond un verbe en rapport sémantique direct.

Ex. : une carreleuse, une chercheuse, une contrôleuse, une vendeuse.

b. la forme féminine est identique à la forme masculine lorsqu'au nom ne correspond pas de verbe (2).

Ex. : une docteur, une ingénieur, une procureur, une professeur.

Cas particuliers : une ambassadrice, une chroniqueuse.

3. Lorsque le nom masculin se termine par -teur :

a. la forme féminine se termine par -teuse lorsqu'il existe un verbe correspondant qui comporte un t dans sa terminaison.

Ex. : une acheteuse, une rapporteuse, une toiletteuse.

Cas particuliers : une éditrice, une exécutrice, une inspectrice.

b. la forme féminine se termine par -trice lorsqu'il n'existe aucun verbe correspondant ou lorsque le verbe correspondant ne comporte pas de t dans sa terminaison.

Ex. : une administratrice, une apparitrice, une aviatrice, une directrice, une éducatrice, une rédactrice, une rectrice.

2° Règles syntaxiques.

A. On recourt systématiquement aux déterminants féminins.

Ex. : une architecte, la comptable, cette présidente.

De même avec les appellations complexes. Ex. : Une agente de change.

B. Les adjectifs et les participes en relation avec les noms concernés s'accordent systématiquement au féminin, y compris dans les appellations professionnelles complexes.

Ex. : une conseillère principale, une contrôleuse adjointe, une ingénieur technicienne, une première assistante, la doyenne s'est montrée intéressée, la présidente directrice générale.

(1) On acceptera aussi une écrivaine, l'usage devant trancher.

(2) Les dispositions québécoises et suisses prévoient dans ces cas des formes en -eure (ex. : professeure). Les usagers auront la possibilité de choisir entre ces formes et celles adoptées ici, l'usage devant trancher dans les décennies qui viennent.

Pour docteur, on laissera le choix entre une docteur et une doctoresse.

Bruxelles, le 13 décembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture,

E. TOMAS

Annexe II

Recommandations générales du Conseil supérieur de la langue française en matière de féminisation des noms de métier, fonction ou titre d'origine étrangère et en matière d'emploi des formes féminines

1re recommandation.

De manière générale, lorsque les noms de titre, fonction, métier sont d'origine étrangère, il est recommandé d'utiliser l'équivalent français et de le féminiser selon les règles définies à l'annexe I.

Ex. : une joueuse de tennis, plutôt qu'une tenniswoman.

2e recommandation.

Dans les offres ou les demandes d'emploi visées à l'art. 3 du décret relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre, il est recommandé que la forme féminine figure de manière systématique et en entier à côté de la forme masculine (ex. : on recrute un mécanicien ou une mécanicienne). Les formulations du type un(e) mécanicien(ne) ou un mécanicien (H/F) sont déconseillées.

3e recommandation.

Dans les autres textes visés à l'article 1er du décret relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre, il est recommandé que l'on veille à éliminer les formulations sexistes et à assurer au mieux la visibilité des femmes. Pour assurer cette visibilité, il est recommandé de ne pas abuser de l'emploi générique des noms masculins. Toutefois, ceux-ci ne doivent pas être perçus comme désignant nécessairement des hommes (ex. : les étudiants sont inscrits d'office aux examens).

4e recommandation.

L'emploi de formes féminines ne doit cependant pas nuire à l'intelligibilité des textes ni à leur lisibilité.

Dans cet ordre d'idée, il est recommandé que l'on n'abuse pas des formulations écrites qui n'ont pas de correspondant oral (ex. : l'étudiant(e), l'étudiante, l'étudiant/l'étudiante, l'instituteur(-trice) et que l'on fasse un emploi prudent des termes abstraits (ex. : le lectorat pour les lecteurs ou les lectrices).

5e recommandation.

Il est recommandé de généraliser l'appellation Madame en lieu et place de Mademoiselle dans les textes visés par le décret.

Bruxelles, le 13 décembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture,
E. TOMAS

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 93 — 3042

[C — 20039]

13 DECEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels in de Franse taal

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 juli 1978 betreffende de bescherming van de Franse taal;

Gelet op het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Franse taal, gegeven op 5 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1; gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende dat het besluit tot toepassing van het decreet van 21 juni 1993 vóór 1 januari 1994 dient te worden genomen;

Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 13 december 1993 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De vervrouwelingsregels bepaald in bijlage I van dit besluit moeten worden toegepast in alle akten vermeld in de artikelen 1 en 3 van het decreet van 21 juni 1993.

Art. 2. In bijlage II worden de algemene aanbevelingen van de Hoge Raad voor de Franse taal inzake vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten of titels van vreemde oorsprong en inzake gebruik van de vrouwelijke vormen, bekendgemaakt.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Brussel, 13 december 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur,
E. TOMAS

Bijlage I

Vervrouwelingsregels bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels in de Franse taal

De vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels geschiedt met toepassing van de volgende regels :

1° Morfologische regels.

A. Namen waarvan de mannelijke vorm op een klinker in de schrijfwijze eindigt

1. In het algemeen wordt de vrouwelijke vorm verkregen door toevoeging van de uitgang -e aan de mannelijke vorm.

Vb. : une chargée de cours, une députée, une préposée, une apprentie.

2. Eindigt de mannelijke vorm reeds op de klinker -e, dan is de vrouwelijke vorm dezelfde als de mannelijke vorm (gemeenslachtige zelfstandige naamwoorden).

Vb. : une aide, une architecte, une comptable, une dactylographe, une diplomate, une ministre, une secrétaire.

Nieuwe woorden op -esse worden niet meer gevormd, omdat dit procédé verouderd lijkt.

Doch mogen de bestaande woorden op -esse verder worden gebruikt.

Vb. : une poétesse.

3. Is de klinker -a of -o, dan is de vrouwelijke vorm dezelfde als de mannelijke vorm.

Vb. : une para (commando), une dactylo, une imprésario.

B. Namen waarvan de mannelijke vorm op een medeklinker in de schrijfwijze eindigt

1. In het algemeen wordt de vrouwelijke vorm verkregen door toevoeging van de uitgang *-e* aan de mannelijke vorm.

Vb. : *une agente, une artisane, une avocate, une échevine, une experte, une lieutenant, une magistrate, une marchande, une présidente, une principale.*

Die algemene regel gaat in sommige gevallen gepaard met gevolgen op het niveau van de spelling :

— de verdubbeling van de slotmedeklinker :

-el/-elle; vb. : *une contractuelle.*

-ien/-ienne; vb. : *une chirurgienne, une doyenne, une mécanicienne, une pharmacienne.*

-on/-onne; vb. : *une maçonne.*

— de verschijning van een « accent grave » :

-er/-ère; vb. : *une conseillère, une huissière, une officière, une ouvrière.*

-et/-ète; vb. : *une préfète.*

Bijzondere gevallen : *une chef, une conseil (juridique), une écrivain¹, une mannequin, une marin, une médecin.*

2. Eindigt de mannelijke naam op *-eur* :

a. dan eindigt de vrouwelijke vorm op *-euse* wanneer met de naam een werkwoord in rechtstreeks semantisch verband overeenstemt.

Vb. : *une carreuse, une chercheuse, une contrôleuse, une vendeuse.*

b. dan is de vrouwelijke vorm dezelfde als de mannelijke vorm wanneer met de naam geen werkwoord overeenstemt².

Vb. : *une docteur, une ingénieur, une procureur, une professeur.*

Bijzondere gevallen : *une ambassadrice, une chroniqueuse.*

3. Eindigt de mannelijke naam op *-teur* :

a. dan eindigt de vrouwelijke vorm op *-teuse* wanneer er een overeenstemmend werkwoord bestaat dat een « t » in zijn uitgang heeft.

Vb. : *une acheteuse, une rapporteuse, une toiletteuse.*

Bijzondere gevallen : *une éditrice, une exécutrice, une inspectrice.*

b. dan eindigt de vrouwelijke vorm op *-trice* wanneer er geen overeenstemmend werkwoord bestaat of wanneer het overeenstemmende werkwoord geen « t » in zijn uitgang heeft.

Vb. : *une administratrice, une apparitrice, une aviatrice, une directrice, une éducatrice, une rédactrice, une rectrice.*

2° Syntactische regels

A. Er wordt systematisch gebruik gemaakt van de vrouwelijke determinerende voorbepalingen.

Vb. : *une architecte, la comptable, cette présidente.*

Dit geldt ook voor de complexe benamingen.

Vb. : *Une agente de change.*

B. De bijvoeglijke naamwoorden en voltooid deelwoorden in verband met de bedoelde namen zijn in de vrouwelijke vorm verbogen, ook in de complexe beroepsbenamingen.

Vb. : *une conseillère principale, une contrôleuse adjointe, une ingénieur technicienne, une première assistante, la doyenne s'est montrée intéressée, la présidente directrice générale.*

¹ « une écrivaine » wordt ook aanvaard; het gebruik is beslissend.

² De bepalingen in Quebec en Zwitserland schrijven in dit geval vormen op *-eure* (vb. : *professeure*) voor. De gebruikers krijgen de mogelijkheid om te kiezen tussen die vormen en deze die hier worden aangenomen; het gebruik zal beslissend zijn in de komende decennia.

Voor « docteur », is er keuze tussen « une docteur » en « une doctoresse ».

Brussel, 13 december 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur,

E. TOMAS.

Bijlage II

Algemene aanbevelingen van de Hoge Raad voor de Franse Taal inzake vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten of titels van vreemde oorsprong en inzake gebruik van vrouwelijke vormen in de Franse taal

1ste aanbeveling.

In het algemeen, wanneer de namen van titels, ambten, beroepen van vreemde oorsprong zijn, is het aanbevolen het Franse equivalent te gebruiken en te vervrouwelijken volgens de in bijlage I bepaalde regels.

Vb. : *une joueuse de tennis, eerder dan une tenniswoman.*

2de aanbeveling.

In de arbeidsaanbiedingen of -aanvragen bedoeld in artikel 3 van het decreet betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels, is het aanbevolen dat de vrouwelijke vorm systematisch en volledig naast de mannelijke vorm vermeld wordt (vb. : *on recrute un mécanicien ou une mécanicienne*). De formuleringen zoals *un(e) mécanicien(ne)* of *un mécanicien (H/F)* zijn af te keuren.

3de aanbeveling.

In de andere teksten bedoeld in artikel 1 van het decreet betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels, is het aanbevolen seksistische formuleringen te verwijderen en vrouwen zo zichtbaar mogelijk te maken. Met het oog op die zichtbaarheid, is het aanbevolen het generieke gebruik van mannelijke namen tot het minimum te beperken. Deze moeten echter niet worden aangevoeld als namen die uitsluitend mannen aanduiden (vb. : les étudiants sont inscrits d'office aux examens).

4de aanbeveling.

Het gebruik van vrouwelijke vormen moet echter de teksten niet minder begrijpelijk en leesbaar maken. In dit verband is het aanbevolen geen misbruik te maken van schriftelijke uitdrukkingen die geen mondeling equivalent hebben (vb. : l'étudiant(e), l'étudiant-e, l'étudiant/l'étudiante, l'instituteur(-trice) en voorzichtig gebruik te maken van abstracte woorden (vb. : le lectorat voor les lecteurs of les lectrices).

5de aanbeveling.

Het is aanbevolen het woord Madame overal te gebruiken in plaats van Mademoiselle, in de teksten bedoeld bij het decreet.

Brussel, 13 december 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur,
E. TOMAS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 3043

14 OCTOBRE 1993. — Arrêté modifiant l'arrêté du 29 mars 1990 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant le statut administratif des agents de l'Agglomération (article 24)

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, exerçant les attributions du Collège de l'Agglomération bruxelloise en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le statut administratif des agents de l'Agglomération bruxelloise adopté par le Conseil d'Agglomération en séance du 20 juin 1973, et notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1993 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale réglant le transfert du personnel de l'agglomération au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat, compétent pour le Service d'Incendie et l'Aide médicale urgente,

Arrête :

Article unique. L'article 2, 1^{er} littéra, 2^e tiret de l'arrêté du 29 mars 1990 est modifié comme suit :

« Le Conseil de Direction « Service d'Incendie » qui comprend les membres du personnel du cadre opérationnel des rangs 10, 15 et 14 et les membres du personnel du cadre administratif et technique des rangs 16, 15 et 13 ».

Bruxelles, le 14 octobre 1993.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre de la Fonction publique,
J. CHABERT

Le Secrétaire d'Etat compétent
pour le Service d'Incendie et l'Aide médicale urgente,
V. ANCIAUX

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 3043

14 OKTOBER 1993. — Besluit tot wijziging van het besluit d.d. 29 maart 1990 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve met betrekking tot de wijziging van het administratief statuut van het agglomeratiepersoneel (artikel 24)

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die de bevoegdheden van het Brusselse Agglomeratiecollege uitoefent krachtens de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het administratief statuut van het personeel van de Agglomeratie Brussel, aangenomen door de Agglomeratieraad in zitting van 20 juni 1973, inzonderheid artikel 24;

Gelet op het besluit van 1 april 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot regeling van de overgang van het agglomeratiepersoneel naar de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Op de voordracht van de Minister van Openbaar Ambt en van de Staatssecretaris, bevoegd voor de Brandweer en de Dringende Medische Hulp,

Besluit :

Enig artikel. Het artikel 2, eerste lid, 2^e streepje van het besluit van 29 maart 1990 wordt als volgt gewijzigd :

« De Directieraad « Brandweer » die bestaat uit de personeelsleden van het operationeel kader van de rangen 16, 15 en 14 en uit de personeelsleden van het administratief en technisch kader van rangen 16, 15 en 13 ».

Brussel, 14 oktober 1993.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister van het Openbaar Ambt,
J. CHABERT

De Staatssecretaris bevoegd
voor de Brandweer en de Dringende Medische Hulp,
V. ANCIAUX